

A R R E T E

n° MH.92-IMM.070,

portant classement parmi les monuments  
historiques du bâtiment de l'Hôtel de  
Ville de PONS (Charente-Maritime) faisant partie de l'ancien château

Le Ministre d'Etat, Ministre de  
l'Education Nationale et de la Culture ,

VU la loi modifiée du 31 décembre 1913 sur les monuments  
historiques modifiée et complétée par les lois des 27 août  
1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et par le décret  
modifié du 18 mars 1924 portant règlement d'administration  
publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant  
auprès des commissaires de la République de région une  
commission régionale du patrimoine historique,  
archéologique et ethnologique ;

VU le décret n° 92-395 du 16 avril 1992 relatif aux  
attributions du Ministre d'Etat, Ministre de l'Education  
Nationale et de la Culture ;

VU l'arrêté en date du 8 octobre 1879 portant classement  
parmi les monuments historiques du donjon de PONS  
(Charente-Maritime) ;

VU l'arrêté en date du 13 juin 1991 portant inscription sur  
l'inventaire supplémentaire des monuments historiques les  
parties suivantes de l'ancien château de PONS (Charente-  
Maritime), actuel Hôtel de Ville :

- les façades et les toitures de l'Hôtel de Ville ainsi que  
les arcatures servant de soubassement à cet édifice ;
- les deux plafonds peints du XVIIe siècle de l'Hôtel de  
Ville, situés le premier au rez-de-chaussée de la tour Sud,  
le deuxième dans la grande salle du rez-de-chaussée, dite  
salle de réunion ;

VU l'avis de la commission régionale du patrimoine  
historique, archéologique et ethnologique de la région  
Poitou-Charentes en date du 13 mars 1991 ;

La commission supérieure des monuments historiques entendue  
en sa séance du 13 avril 1992 ;

VU les délibérations en date du 22 octobre et du 5 mai 1992  
du Conseil municipal de la commune de PONS (Charente-  
Maritime), propriétaire, portant adhésion au classement ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que la conservation des deux plafonds peints du XVII<sup>e</sup> siècle situés dans l'un des bâtiments de l'ancien château de PONS (Charente-Maritime), abritant actuellement l'Hôtel de Ville, présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité artistique de ces éléments qui constituent un témoignage important des décors de ce type ;

## A R R E T E

ARTICLE 1er. - Sont classés parmi ls monuments historiques, les deux plafonds peints du XVII<sup>e</sup> siècle de l'un des bâtiments de l'ancien château de PONS (Charente-Maritime) abritant actuellement l'Hôtel de Ville, situés le premier au rez-de-chaussée de la tour Sud, le deuxième dans la grande salle du rez-de-chaussée dite salle de réunion, sur la parcelle n° 203 d'une contenance de 4 a 78 ca, figurant au cadastre Section BH et appartenant à la commune depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956.

ARTICLE 2. - Le présent arrêté complète l'arrêté de classement susvisé du 8 octobre 1879 et se substitue, en ce qui concerne les parties classées, à l'arrêté préfectoral d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 13 juin 1991.

ARTICLE 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

ARTICLE 4. - Il sera notifié au Préfet du département et au Maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 12 JUIN 1992

Le Ministre et par délégation  
Le Directeur du Patrimoine

  
Christian DUPAVILLON

A R R E T E N° 143 SGAR/91  
en date du 18 JAN 1991

portant inscription sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques, des façades et des toitures de l'ancien château de PONS (Charente-Maritime), actuel Hôtel de Ville de PONS, avec les arcatures servant de soubassement à cet édifice, ainsi que les deux plafonds peints du XVIIe siècle, situés le premier au rez-de-chaussée de la tour Sud, le second dans la grande salle du rez-de-chaussée dite salle de réunion.

Le Préfet de la Région Poitou-Charentes,  
Préfet du département de la Vienne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;
- VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Commissaires de la République de Région ;
- VU le décret n° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les Monuments Historiques et à l'inscription sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques ;
- VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Commissaires de la République de Région une Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique ;
- VU l'arrêté en date du 8 octobre 1879 portant classement parmi les Monuments Historiques du donjon de PONS (Charente-Maritime) ;
- La Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique de la Région Poitou-Charentes entendue, en sa séance du 13 mars 1991 ;
- VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT la nécessité de ne pas laisser l'ancien château de PONS (Charente-Maritime), actuel Hôtel de ville, sans protection juridique, quelle que soit la suite donnée à la mesure de classement proposée par la COREPHAE pré-citée, en ce qui concerne les deux plafonds peints du XVIIe siècle de cet édifice, située le premier au rez-de-chaussée de la tour Sud, le deuxième dans la grande salle du rez-de-chaussée dite salle de réunion.

CONSIDERANT que les façades et toitures de l'ancien château de PONS (Charente-Maritime), actuel Hôtel de Ville, avec les arcatures servant de soubassement à cet édifice et les deux plafonds peints, présentent un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de la qualité architecturale de ces éléments et de la rareté de ces décors peints.

## A R R E T E

**Article 1er :** Sont inscrites sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques, les parties suivantes de l'ancien château de PONS (Charente-Maritime), actuel Hôtel de Ville :

- les façades et les toitures de l'Hôtel de Ville ainsi que les arcatures servant de soubassement à cet édifice ;
- les deux plafonds peints du XVIIe siècle de l'Hôtel de Ville, situés le premier au rez-de-chaussée de la tour Sud, le deuxième dans la grande salle du rez-de-chaussée, dite salle de réunion ;

situé sur la parcelle n°203 d'une contenance de 4 a 78 ca, figurant au cadastre section BH et appartenant à la commune.


Celle-ci en est propriétaire depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

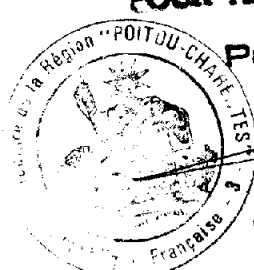
**Article 2 :** Le présent arrêté complète l'arrêté de classement du 8 octobre 1879 susvisé.

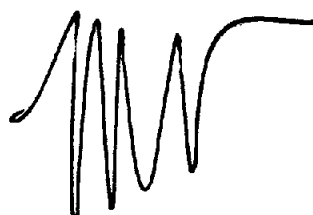
**Article 3 :** Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée au Ministère chargé de la Culture, de la Communication et des Grands Travaux sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région.

**Article 4 :** Il sera notifié au Préfet du département concerné qui sera chargé de la notification au Maire de la commune propriétaire intéressée, chacun étant responsable, en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à POITIERS, le 13 JUIN 1991  
Le Préfet de la Région  
Poitou-Charentes,

**POUR AMPLIATION**  
Par délégation,  
Le Directeur  
  
Claude d'ARGENT



  
Ivan BARBOT

MINISTÈRE  
DE  
L'INSTRUCTION  
PUBLIQUE  
~~DES CULTES~~  
ET DES BEAUX-ARTS

Arrêté.

Le Ministre de l'Instruction publique,  
~~des Cultes &~~ des Beaux-Arts,

Sur la proposition de la Commission des  
Monuments historiques et du  
sous secrétaire d'Etat des Beaux Arts,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Le Donjon et le Pajage de l'Hôpital  
à Pons (Charente-Inférieure) sont classés  
parmi les Monuments historiques.

Article 2.

Aucun travail de restauration, de  
consolidation, de décoration ou d'agrandisse-  
ment ne pourra être exécuté sans que  
le projet ait été préalablement approuvé  
par le Ministre compétent, conformément  
aux règlements de la conservation des  
édifices classés. (Instructions du Ministre  
de l'Intérieur, en date des 16 juin 1832  
19 février et 13 juin 1841, 31 juin 1845)

Monuments historiques  
Charente-Inférieure  
Donjon et  
Pajage de l'Hôpital  
à Pons.



12 avril 1878 et circulaire Du Ministre de  
l'Instruction publique Du 8 Mars 1874.)

Il n'est fait d'exception que pour les Travaux  
détachement en cas d'extrême urgence.

### Article 3.

Le bagage et le passage sont gratuitement  
médit.

### Article 4.

Le présent arrêté sera notifié au Chapel de  
la Charité en février et au Maire de Joux  
qui seront responsables, chacun en ce qui le  
concerne, de son exécution.

Fait le 8 octobre 1879

Julien Bill